

**PRESENTATION SOMMAIRE DE L’ONG ACTION POUR LA PAIX ET LA CONCORDE, APC EN SIGLE**

**1. ACTION POUR LA PAIX ET LA CONCORDE, APC,** est une organisation non gouvernementale de droit congolais dotée de la personnalité juridique conformément à **l’Arrêté Ministériel n° 194/KB/ME/MIN/J&GS/2018 du 10 octobre 2018.** Elle est aussi enregistrée au Ministère National du Plan par le Certificat d’enregistrement N°576/PL/DECRE/2024 du 2 février 2024. APC **a son siège national sur** Avenue Kibombo N°13A, Quartier Ndendere, Commune d’Ibanda, Ville de Bukavu, Province Sud-Kivu en République Démocratique du Congo au 3ème et 4ème appartements, dans l’Immeuble Bakanameso.

**2. De la Vision, Mission et Objectifs :** APC veut une Afrique sans conflits communautaires violents. Sa mission est l’accompagnement des acteurs dans la transformation positive de leurs conflits.Elle entend ainsi contribuer à la promotion de la paix et la concorde entre communautés en conflit et au renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la transformation des conflits et Promouvoir la bonne gouvernance.

**3. Des Domaines d’intervention :** Ses domaines sont la Prévention et Transformation de conflits, la Sécurité Humaine (Protection) et la Bonne Gouvernance.

**4. De la Stratégie d’intervention :** La recherche, l’analyse des dynamiques conflictuelles étant au cœur du processus de transformation des conflits, APC a développé une approche réflexive : la Recherche Action Participative (RAP), qui permet de s’assurer de la partition de toutes les parties prenantes dans le processus de transformation des conflits.

Pour être plus efficace dans la transformation des conflits communautaires violents et le processus de stabilisation des zones affectées par les conflits, APC développe, utilise et vulgarise différents outils.

**5. Des outils mis en place par APC :**

**a) Les structures communautaires :** Dans sa démarche de Prévention et de Transformation positive des Conflits à la base, APC collabore avec les communautés locales pour élaborer des mécanismes alternatifs de régulation non violentes des conflits. Le processus a abouti à la mise en place des structures communautaires dont le Cadre de Dialogue et de Médiation, CDM, les noyaux Jeunesse et Mamans Tujenge Amani ainsi que le Groupe de Dialogue Permanent(GDP).Ce mécanisme s’inscrit dans le cadre du développement de la résilience des acteurs locaux afin d’être capables de prévenir et de réduire les violences communautaires. Pour que ces structures deviennent efficaces et de véritables outils dans le processus de transformation sociale, APC assure un accompagnement technique dont le renforcement des capacités en différentes techniques de transformation des conflits et un appui logistique pour le fonctionnement de ces structures communautaires.

**b) La Recherche** : La recherche, l’analyse des dynamiques conflictuelles étant au cœur du processus de transformation des conflits, APC développe une approche réflexive : la Recherche Action Participative (RAP), qui permet de s’assurer de la participation de toutes les parties prenantes dans le processus de transformation des conflits. Cette approche est axée sur deux stratégies dont la recherche et le dialogue.

c) **Le Dialogue :** Il se réalise à deux niveaux**.** Au niveau local, le dialogue se réalise à la base à travers les rencontres organisées par les membres des CDM afin que, de manière consensuelle et non violente, les acteurs locaux trouvent des solutions aux problèmes qui les opposent ; ce qui rétablit la cohésion sociale entre les membres de la communauté en conflit.

En second lieu, à travers les ateliers, les tables rondes et les fora qu’organise APC au niveau territorial, provincial et national en collaboration directe avec les membres des CDM en impliquant les acteurs clés (les femmes leaders, les jeunes et les leaders de communautés) par rapport au sujet du dialogue. Ces dialogues visent plus le changement structurel soit auprès de la coutume, soit la législation ou les décisions politiques pouvant apporter des solutions durables aux problèmes dépassant les capacités des membres locaux eux-mêmes (le cas des membres des CDM et des noyaux jeunesse et Mamans Tujenge Amani) et ce en privilégiant la cohésion sociale entre les différents acteurs.

d) **Le Renforcement des capacités des acteurs locaux** : Ce renforcement se réalise à deux niveaux. D’abord, le renforcement des capacités des staffs APC et acteurs clés dont les autorités en techniques de facilitation de dialogue social, médiation, négociation et la culture de dialogue. Ensuite, ces staffs formés continueront à leur tour à renforcer les capacités des membres des organisations partenaires, des CDM, des noyaux et autres leaders locaux dans les mêmes techniques. Ce processus de renforcement des capacités permet aux acteurs engagés dans la transformation des conflits de recourir aux mécanismes non violents de transformation des conflits, ce qui permet la responsabilisation des acteurs dans la conduite efficace des actions de manière permanente et l'appropriation des résultats du projet.

**e) Le Plaidoyer :** Les résultats des actions et les défis identifiés dans la mise en œuvre des actions ont permis de constater le besoin de mener des actions de plaidoyer aux niveaux provincial et national pour faire avancer le processus de stabilisation à l’Est de la RDC. Ceci s’explique par le fait que parmi les causes principales de violences communautaires et de l’instabilité figurent des dimensions structurelles qui doivent être adressées avec les structures politico-administratives dans la province et dans la capitale.

**6) Quelques réalisations :**

A travers l’approche RAP, APC mène régulièrement des analyses du contexte socio sécuritaire de manière permanente et des Recherches Action Participative approfondies sur des thèmes spécifiques. A titre illustratif nous citons : de 2009 à 2011 : RAP sur les conflits fonciers et dynamiques de cohabitation en territoire de Kalehe avec l’appui technique et financier de LPI ; Entre 2012 à 2015: RAP sur la promotion et défense des droits de la femme à l’héritage et à l’accès à la terre dans les territoires de Kabare et de Kalehe, avec l’appui de IFA-ZIVIK et CORDAID ; de 2015 à 2016 RAP sur Terres, Identité, Pouvoir, Mouvement des populations et conflits dans la Région de Grands Lacs avec l’appui d’INTERPEACE ; en 2017 : Paysans sans terre et dynamiques d’accès à la terre dans les concessions foncières de Kalehe au Sud-Kivu/RDC, avec l’appui du projet ARC avec l’appui financier de ZOA, en 2018 : Comprendre les dynamiques des conflits et d’insécurité dans le triangle des territoires de Shabunda-Kabare -Walungu au Sud-Kivu, dans le cadre du Programme Tujenge Amani avec l’appui technique du Département Fédéral des Affaires Etrangères Suisse (DFAE) et enfin en 2018 : Accès à la terre, sécurisation des droits fonciers et transformation des conflits fonciers en Chefferie de Kabare, dans le cadre du projet de sécurité alimentaire au Sud-Kivu, avec l’appui de Mery Corps.

Les structures communautaires (66 accompagnées par APC) sont impliquées dans la mise en œuvre des actions de dialogues sociaux qui permettent aux acteurs étatiques et ceux de la société civile ainsi que les parties aux conflits d’analyser leurs problèmes, les comprendre mieux, définir des plans d’actions susceptibles d’améliorer la situation et toutes les parties prenantes de s’engager dans la mise en œuvre des actions définies.

Ainsi, on observe à des changements significatifs comme :La cohabitation entre les membres de différentes communautés est renforcée ; La mise en œuvre des actions et des engagements issus de dialogues sociaux par les parties prenantes contribuant à la réduction des violences dans les sites de nos projets, notamment la reddition des milliers ex-combattants et la remise des armes aux FARDC, le recourt de plus en plus à la non-violence par les populations bénéficiaires de nos actions en recourant plus aux mécanismes non violents principalement les structures communautaires qui ont déjà facilité les processus de médiation entre les parties en conflits. En plus, citons aussi la promotion des droits de la femme en termes de participation aux instances de prise de décision et le processus de consolidation de la paix,

APC travaille depuis 2012 avec les autorités étatiques nationales à travers les experts de la Commission Nationale de la Réforme Foncière, CONAREF sur le processus de la réforme foncière en RD. Congo en s’appuyant sur les expériences de sécurisation des droits fonciers des paysans et de médiation foncière entre les parties en conflits. Ces expériences sont développées par certaines ONG Nationales dont APC avec les partenaires internationaux en faveur des chefferies et secteur comme Entités Territoriales Décentralisées (ETD) dans les différentes provinces de la RDC.

Au bout d’un travail de combinaison des différents outils énoncés ci-haut pendant plus 10 ans sur la problématique de la persistance des groupes armés dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, APC a le mérite d’avoir influencé les acteurs étatiques à tous les niveaux de l’Etat congolais et les acteurs non étatiques à adhérer et s’approprié le nouveau programme Désarmement, Démobilisation et Réinsertion Communautaire(DDR-C) comme alternative aux défis des plusieurs programmes DDR qui ont été mis en œuvre en RDC. Ce qui ouvre à ce jour à un processus de réforme du secteur de stabilisation en RDC.

APC a aussi conduit avec succès, le processus de dialogue entre les grands concessionnaires et les petits producteurs/ les paysans sans terre qui recourent au métayage dans les grandes concessions dans les territoires de Kalehe et de Kabare. Ce processus apporte notre contribution à l’accès à la terre dans les grandes concessions dans les conditions plus humaines et les relations de confiance, de dialogue entre les concessionnaires et les paysans sans terre. Dans ces territoires, plus de 1500 ménages ont accédé à la terre selon les conditions négociées et qui tiennent compte des intérêts des grands concessionnaires et de métayers ou paysans sans terre.

Projet « promouvoir la stabilisation des communautés frontalières par des solutions durables pour les flux migratoires mixtes et une gestion efficace des frontières entre l'Angola et la RDC » a contribué aux changements suivants :  Renforcer la cohésion sociale en apportant des infrastructures communautaires de base et en organisant des activités de rapprochement communautaires ; Renforcer la résilience des populations vulnérables en leur permettant de travailler via le HIMO, de bénéficier de formations professionnelles et d’appui dans le lancement d’activités génératrices de revenus ; Améliorer la santé mentale en participant au référencement des cas via l’animation du réseau des points focaux, et en orientant vers les structures de prises en charge.

Pour ce qui est du projet soutien à la médiation pour la résilience et la paix en Ituri, notons quelques changements : La circulation des membres des communautés s’effectue progressivement sur certains axes routiers, par exemple sur la RN27 (Iga-Barrière-Lopa-Jina-Pimbo-Fataki-Mahagi), Katoto-Lita-Kparnganza-Masumbuko-Drodroainsi que sur l’axe routier Iga-Barrière-Nizi-Bambu-Kobu-Kilo-Mungwalu et dans certains marchés.  Il s’observe aussi le début de renforcement de la cohésion sociale : Les conflits ont été à la base des déplacements des milliers des populations civiles.

**7. Zone d’intervention**

Actuellement APC intervient dans les Province du Nord-Kivu (Territoires de Walikale, de Masisi et dans la ville de Goma) ; Province du Sud-Kivu (Territoires de Kalehe, Kabare, Walungu, Shabunda, Uvira et Fizi ainsi que dans la ville de Bukavu) ; Province du Kasai (Territoires de Mweka, Territoire de Tshikapa (Kamako, Kamonia)et Tshikapa-ville) et Province de l’Ituri dans la ville de Bunia, Territoires de Mahagi, Djugu, Irumu, Mambasa et Beni territoire et Beni Ville.

**8. Les partenaires :** Depuis sa création en 2009, APC a développé des partenariats avec des Organisations internationales (Interpeace, Mercy Corps, ZOA, Life and Peace, CORDAID), des Agences de Nations Unies (UnHabitat et UNICEF), les Ambassades et Coopérations de certains pays (Département Fédéral des Affaires Etrangères Suisse, GIZ-ProPaix, GIZ- Service Civil pour la Paix), Union Europpénne, et les institutions étatiques en RDC notamment le STAREC (Programme de Stabilisation et Reconstruction de l’Est de la RDC) et les Nations Unies ( la MONUSCO SSU, MONUSCO CVR, les Fonds du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix, PBF.

**8. Projets et partenaires pour 2023-2024**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **TITRE DU PROJET** | **ZONE D’INTERVENTION** | **BUDGET** | **PARTENAIRE FINANCIER** |
| **1** | Programme de Dialogue Transfrontalier pour la Consolidation de la Paix dans la Région de Grand Lacs | Pays des Grand-Lacs (Rwanda, Burundi et Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu à l’Est de la RD Congo) | **565.870 USD** | INTERPEACE |
| **2** | Programme Tujenge Amani ! | Territoires de Kalehe (axe Bunyakiri et Katasomwa), de Shabunda et de Walikale | 498.000 USD | Département Fédéral des Affaires Etrangères Suisse à travers son Ambassade à Kinshasa |
| **3** | Renforcement de la gouvernance pour la paix en RDC | Province du Kasaï dans les sites de Kamako, Kakenge, Kamonia et Tshikapa ville. | 650.000 USD | INTERPEACE avec financement de de l’Agence Suédoise de Développement(SIDA) |
| **4** | Renforcement de la résilience communautaire à travers les structures de paix engagées dans les actions de transformation des conflits | Territoire de Kalehe ( Bitale, Bushaku, Cirimiro,Katasomwa, Fumya, Lemera, Mulonge, Mushunguti et Ramba | 99.500 USD | GIZ PROPAIX |
| **5** | Projet de renforcement de la Résilience et la paix en Ituri et dans le Grand Nord-Kivu | Ville de Bunia, Territoires de Mahagi, Djugu, Irumu, Mambasa et Beni territoire et Beni Ville | 946.806 EURO | Fonds de l’Union Européenne au Consortium INTERPEACE-Pole Institute-APC- Université de New York. |
| **6** | Projet d’Elaboration de la Stratégie Provinciale d’Intervention Foncière SPIF/TRIDE | Groupements de Mbinga sud en Chefferie de Buhavu et de Itara-Luvunvi en Chefferie de Bafuliiru | **276 959,00** | **ZOA** |
| **7** | Recherche pour le développement urbanisation en Afrique/ACRC , cas de la ville de Bukavu | Ville de Bukavu | 46 939,97 | Manchester University |
| **8** | Engagement politique pour la stabilisation de la province du Sud-KIVU | Uvira, Bukavu et Kinshasa | 41 803,44 | PNUD |
| **9** | Renforcement de la résilience des populations transfrontalière RDC-Angola : OIM | Tshikapa et Kamako | 90 000,00 | OIM |
| **10** | Programme Service civile pour la consolidation de la Paix dans le grand lac | Goma et Bukavu | **55 371,14** | **GIZ SCP** |
| **11** | Programme GAINS: Vers une agriculture, des revenus, sécurité alimentaire et nutritionnelle durables | Province du Kasaï | **786,785** | **Mercy Corps sous Financement de l’ UAID** |

**9. Contacts** : **Buuma Bitalya wa Namira Déogratias, Directeur Exécutif APC**

[**apcasbl@gmail.com**](mailto:apcasbl@gmail.com) **;** [**deobuuma@apcasbl.org**](mailto:deobuuma@apcasbl.org)

Secrétariat: **+243 821748032**/ Secrétaire Exécutif: **+243812220172 ET +243 997622339**

**Directeur de Programme: Sosthène Maliyaseme:** [**sosthenemali@apcasbl.org**](mailto:sosthenemali@apcasbl.org)

**+243993718961 et +243 815282881**